



***Le 28 avril dernier, des milliers d'hospitaliers sont descendus dans la rue pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, le retrait de la loi hôpital, patients, santé, territoires, l'octroi de budgets nécessaires pour répondre aux besoins. Ils n'ont pas été entendus !***

## **Le 14 mai, dans l'unité, exigeons des moyens pour l'hôpital et le retrait de la loi Bachelot !**

Les personnels hospitaliers (médicaux et non médicaux) subissent depuis des années les restrictions, la dégradation des conditions de travail et des soins, l'allongement du temps de travail, les réorganisations imposées qui entraînent la disparition de la notion du travail en équipe, la précarité. Les suppressions d'emplois touchent la plupart des établissements, les mensualités de remplacement sont supprimées.

Contrairement aux déclarations de Madame Bachelot, son projet de loi, loin de répondre aux préoccupations des personnels et aux besoins de santé de la population, va transformer les établissements de santé en usines à soins et en entreprises qui devront être rentables.

En octroyant tous les pouvoirs au directeur qui pourra déterminer seul les choix médicaux, mais aussi les organisations de travail, la gestion financière sera prioritaire, et les représentants des personnels, y compris médicaux n'auront plus leur mot à dire. Les instances représentatives (CTE, CME, CA) seront marginalisées. C'est pourquoi aujourd'hui un mouvement de boycott de ces instances est organisé par les médecins dans certains hôpitaux. La généralisation d'un tel mouvement est à mettre à l'ordre du jour !

Le 28 avril Madame Bachelot a affiché son mépris vis-à-vis des personnels, y compris médicaux, en refusant de recevoir une délégation des personnels en grève et en dénigrant le mouvement, réfutant l'évidence comme la réalité des suppressions massives d'emplois.

La délégation qui a été reçue au Sénat par le rapporteur de la loi qui a déclaré que la loi était mal « ficelée » et que la convergence des tarifs du public et du privé était une idiotie. Même dans son propre camp, Madame Bachelot a des détracteurs !

La grande majorité des organisations syndicales de personnels et de praticiens appelle à une journée de grève nationale et de manifestations le jeudi 14 mai 2009. Pour SUD santé-sociaux, cette journée doit être une étape supplémentaire vers un mouvement d'envergure générale jusqu'au retrait de la loi Bachelot associant l'ensemble des personnels, praticiens, ainsi que les associations et collectifs d'usagers.

**TOUS UNIS ET DETERMINES NOUS GAGNERONS !**